

L'on prétend resserrer l'étau autour du Venezuela



Sous prétexte de la convocation des élections présidentielles le 22 avril prochain au Venezuela, les États-Unis et leurs laquais dans la région, rassemblés dans le dit «Groupe de Lima» renforcent leur discours agressif contre la Révolution Bolivarienne, depuis un coup d'état jusqu'à une intervention militaire.

C'est dans ce contexte que s'est tenue la réunion prétendument démocratique des ministres des Affaires étrangères de ce groupe qui ont décidé d'exclure le président vénézuélien Nicolás Maduro du prochain Sommet des Amériques, prévu les 13 et 14 avril dans la capitale péruvienne.

Il semble que ce soit l'instruction laissée par le secrétaire d'état des États-Unis, Rex Tillerson, lors du périple qu'il a effectué dans plusieurs capitales sud-américaines où il a osé appeler ouvertement les forces armées vénézuéliennes à renverser le président Nicolás Maduro.

Ce que ces messieurs ont oublié de dire est que la date du 22 avril pour les élections présidentielles dans la Patrie de Simón Bolívar est le fruit d'un consensus auquel sont parvenus le gouvernement vénézuélien et les groupes d'opposition. Qui plus est, ce sont ces groupes, eux-mêmes, qui l'ont proposée selon une récente révélation faite par le ministre vénézuélien pour la Communication et l'Information, Jorge Rodríguez.

« Quand le thème des élections a été abordé, les opposants ont demandé qu'elles aient lieu le 19 juin et la délégation de l'exécutif les a annoncées pour le 4 mars » a expliqué Jorge Rodríguez. À ce moment-là la contrepartie a suggéré le 22 avril et l'on a accepté de les organiser à cette date.

Donc, quelle est la raison du scandale que font ces gouvernements parmi lesquels il y a certains qui devraient cacher leur tête dans un coin obscur, comme le Brésil, avec un président de facto ; le Guatemala, pourrie par la corruption ; le Honduras qui a été récemment le théâtre d'une fraude électorale honteuse ; le Mexique, l'un des plus violents du monde ; la Colombie, incapable d'appliquer les accords de paix signés avec la guérilla ou le Pérou dont le président réussi à peine à échapper au poids de la justice?

De quel droit ces gouvernements donnent des leçons de démocratie alors qu'eux-mêmes ont besoin d'un nettoyage à fond?

Mais ils ne se bornent pas seulement à empêcher l'accès du Venezuela au Sommet des Amériques. Ils sont en train aussi de créer les conditions pour justifier une action armée et pour ouvrir la porte au Commandement Sud des États-Unis.

N'oublions pas que le Pentagone n'a pas à déplacer des troupes et des moyens dans la région, car il a , en Colombie, de nombreuses bases d'où il peut atteindre facilement n'importe quel pays, un thème dont, malheureusement, l'on parle peu ces jours-ci.

Nous vivons des temps dangereux car l'ennemi a réussi à entrer dans la maison et il menace de provoquer l'implosion de principes essentiels de la coexistence dont la déclaration de l'Amérique Latine et des Caraïbes comme zone de paix et la vieille, mais très importante doctrine de la non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays raison pour laquelle aucun avertissement n'est oisif.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/155354-lon-pretend-resserrer-letau-autour-du-venezuela>



Radio Habana Cuba